

Engagement citoyen**500 volontaires nationaux de compétences ont prêté serment hier à Lomé**

L'Agence nationale du volontariat du Togo (ANVT), a organisé hier au collège protestant à Lomé la prestation de serment de 500 volontaires nationaux de compétences. Ce fut en présence de la ministre en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Victoire Tomegah-Dogbe,...

PAGE 11**SANTE****Fertilité****Un niveau élevé de stress est un mauvais allié pour la femme**

Avoir un bébé est le rêve de bon nombre de femmes. Mais lorsque le stress s'en mêle, cela devient compliqué. En effet, selon de nouvelles recherches, des niveaux élevés de stress sont associés à une chance plus faible de conception chez les sujets féminins.

PAGE 10**SOCIAL****Soutien à l'éducation des élèves****Le Réseau Diaspora Force de Développement du Togo offre des fournitures à des établissements à Agoè**

Le président du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo, Denis Koudoagbo a offert hier mercredi du matériel didactique à des établissements scolaires de la préfecture d'Agoè...

PAGE 11**Musique****« Les fils du vent » nommés aux AfriMMA 2018**

Le plus chaud duo togolais, les « Toofan » vient d'être nommé aux African Muzik Magazine Awards (AfriMMA 2018).

PAGE 9**Conseil des ministres / vague de privatisations et de nominations****Têko Koudouwovoh pour diriger la Force Sécurité Election 2018****► Plutôt que la fusion, l'UTB et la BTCl en option privatisation**

Le Chef de l'Etat a présidé hier mercredi au palais de la présidence, un Conseil des ministres au cours duquel il a été procédé à plusieurs nominations, plusieurs privatisations et à l'approbation de plusieurs textes de loi.

PAGE 3**EDITO****Et si l'UFC et l'ANC donnaient le ton des réformes par voie parlementaire ?**

La course au renouvellement de l'Assemblée nationale togolaise est lancée. Pendant que les députés sortants font feu de tout bois afin de poursuivre l'aventure au nouveau siège flambant neuf inauguré il y a seulement quelques mois, d'autres citoyens non moins ambitieux nourrissent le rêve de leur succéder. Sur la ligne de départ - même si rien n'est officiellement ouvert en termes de dépôts de candidatures, de campagnes, etc...

PAGE 3**Prétendues activités de Tikpi Atchadam à Conakry****Une information de "La Lettre du Continent", démentie par le PNP**

Le PNP n'a pas laissé passer l'heure suite à l'article du site Lettre du Continent, évoquant la présence de Tikpi Atchadam en terre guinéenne ou il aurait des relations...

PAGE 3

	SOMMAIRE	Bénin Sébastien Ajavon se présente à la Cour de répression des infractions économiques  P4	Commerce international des services Une enquête en perspective pour la collecte des données  P5	Musique « Les fils du vent » nommés aux Afrimma 2018  P9	Lutte contre la poliomyélite Le Togo introduit un nouveau type de vaccin dans le circuit  P10	« Octobre Rose » Retour sur quelques petits gestes pouvant prévenir le cancer du sein  P10
---	-----------------	--	--	--	---	--

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Une journée avec Abra Dometoo, bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF)

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Notsé, dans la Préfecture de Haho pour partager avec vous les témoignages de Madame Abra Dometoo, bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF). Grâce à ce crédit, notre interlocutrice a pu réussir à gagner le pari de son devenir grâce à la préparation et à la commercialisation de pâte de maïs fermentée (kom).

Région des plateaux, Préfecture de Haho, environ 130 km au nord de Lomé. En parcourant cette préfecture peuplée majoritairement d'Ewé, c'est avec un sentiment de satisfaction que l'on aperçoit des vaillantes femmes et hommes qui vaquent librement à leurs occupations. Des petites activités génératrices de revenus qui leur permettent sans doutes de pouvoir joindre les deux bouts. Ici dans cette localité, se concentrent comme dans les autres préfectures d'ailleurs, assez de bénéficiaires des Produits du Fonds National de la Finance Inclusive. Des microcrédits sans garantie matérielle ni financière, mais qui selon les nombreux témoignages reçus ont permis à plusieurs milliers de bénéficiaires de pouvoir se prendre en charge en assumant leurs besoins vitaux les plus élémentaires.

" Je vis ici à Notsé depuis plus d'une dizaine d'années. Sans diplômes et sans formation initiale, vous comprenez aisément que je n'avais pas d'activités fixes. Au quotidien, je me portais volontaire pour aider toutes les personnes qui désiraient de l'aide pour pouvoir réaliser leurs petites tâches domestiques ou activités commerciales. Comme vous pouvez-vous l'imaginer, les revenus que je tirais de ces activités ponctuelles ne pouvaient pas me permettre de réaliser quelque chose de grand. Après moult réflexions, il me fallait donc pouvoir personnellement

débuter l'exercice d'une activité qui pouvait me permettre de générer des revenus et pouvoir me prendre en charge. J'avais alors besoin d'un léger coup de pouce financier, il me fallait donc obtenir un microcrédit. De discussions en discussions avec les camarades dans le quartier, j'ai été informée que le Fonds National de la Finance Inclusive mettait en service plusieurs gammes de produits financiers pour aider des personnes comme moi qui sont dans le besoin. Sans hésiter, je me suis rendu auprès de SPEC OIC, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI. Une fois au niveau de l'Institution de Microfinance, j'ai été très bien renseignée sur toutes les opportunités qu'offre le FNFI aux personnes dans le besoin comme moi. Après le passage en revue de tous les produits du Fonds, je me suis rendu compte que le Produit le plus approprié pour moi était le Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF). Je n'attendais pas mieux que ça."

Le tout premier produit du Fonds, le Produit générique APSEF, est un produit de 30.000 FCFA pour le premier cycle, 40.000 pour le second et 50.000 F CFA pour chacun des deux derniers cycles. Un produit générique sans garantie matérielle ni financière, mais qui aujourd'hui a permis à des milliers de bénéficiaires répartis sur l'ensemble du territoire national de pouvoir démarrer ou consolider une activité génératrice de revenus.



Abra Dometoo

" Après que j'ai pris connaissance des conditions d'accès au Produit APSEF, l'Institution de Microfinance m'a mis en relation avec un Prestataire de Services Techniques qui a alors renforcé nos capacités en techniques de création et de gestion de microentreprise, mais aussi et surtout en gestion de crédit. Nous nous sommes outillés sur les techniques qui nous permettraient de pouvoir librement exercer nos AGR, dégager des bénéfices et pouvoir rembourser le crédit dans les délais."

Cette formation initiale de trois jours bouclée, notre interlocutrice se voit octroyer son premier sésame de 30.000 F CFA.

" J'ai obtenu pour commencer, une première tranche de crédit d'un montant de 30.000 FCFA. Et comme j'avais déjà en tête la préparation et la commercialisation de la pâte fermentée de maïs, cette somme m'a permis de pouvoir acheter un sac de maïs, un panier de tomate ainsi qu'un carton de poisson pour pouvoir commencer mon activité.

Et comme vous le voyez, depuis des mois déjà, je suis à mon propre compte. Tous les jours, de lundi à samedi, je prépare et je commercialise ici la pâte de maïs fermentée, communément appelé Kom, bien prisée par non seulement les autochtones, mais aussi les étrangers."

Depuis le début de son commerce, Abra Dometoo peut désormais mesurer toute la portée du crédit qu'elle a reçu, l'impact direct induit par le Produit APSEF sur sa vie est désormais quantifiable.

" Avec les revenus que je dégage désormais de la vente de Kom, je parviens à me prendre en charge. Je contribue également aux cotés de mon époux à prendre en charge les besoins de nos deux enfants ainsi que de leur éducation. C'est toujours mieux de savoir que deux personnes se partagent les frais de la maison, plutôt que de laisser une seule personne en assumer. Je suis déjà à la fin du remboursement en intégralité de mon premier cycle de crédit."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Alexandre Wémima
 Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yagla

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

... les concurrences sont visibles entre individus qui rivalisent d'ardeur, qui pour offrir des cadeaux, qui pour charmer chacun à sa manière.

Mais avant ces législatives prévues pour le 20 décembre, une bien importante étape devra précéder ce scrutin : il s'agit du vote du projet de loi de réformes constitutionnelles. La Cedeao qui a pris les rênes de la gestion de notre crise nous encourage vivement à arriver à ces réformes par voie parlementaire. Ce désir est celui de beaucoup de Togolais, histoire d'éviter un

référéndum à notre pays. Le président du Parlement Dama Dramani, en ouvrant mardi dernier la seconde session ordinaire de l'institution a ouvertement opté pour l'adoption d'un projet de réformes constitutionnelles par voie parlementaire.

Mais l'on se demande comment cette Assemblée nationale, dominée naturellement par des députés de la majorité UNIR, va réussir à obtenir le « très précieux 4/5 ème des voix » pour faire passer un projet de réformes, si tant les rivalités, les clivages, le climat de méfiance, l'atmosphère de suspicion, etc. qui précèdent ce vote sont si poussés, et marqués même par un rejet

complet de tout ce qui se fait à la Commission électorale nationale indépendante et par voie de conséquence, un appel de l'opposition à boycotter les opérations de recensement en cours ?

Pourtant, tout le monde est conscient que pour qu'un projet de loi prospère, au regard de la configuration actuelle de l'Assemblée, les députés de la majorité qui subissent souvent le feu de toutes les critiques infondées et leurs homologues des différents partis de l'opposition qui sont à l'Assemblée nationale, doivent en amont prendre langue, sur un minimum. Or, les « quéguerres », les divisions et

inimitiés profondes qui sont palpables déjà sur le terrain et ce avant même l'introduction d'un projet de loi semblent hypothéquer les chances de réussite de ce projet de loi très attendu. Donc, l'on a beau espérer et souhaiter que les réformes passent par voie parlementaire, on ne sait toujours pas, par quelle alchimie, ces députés réussiront à accorder leur violon au moment venu pour nous éviter, le « gâchis d'une voie référendaire ».

Par ailleurs, connaissant la posture des députés de l'opposition à tout refuser, à tout rejeter voire à tout boycotter, il y a lieu de craindre que les débats virils étouffés

par de solides et interminables argumentations selon le camp auquel les uns et les autres appartiennent, risquent de prendre le pas sur le vrai sens et intérêt de ces réformes.

Si nous voulons véritablement des Réformes par voie parlementaire, il serait important que les différents partis à l'Assemblée engagent déjà des discussions entre eux. L'UFC et l'ANC qui sont « farouchement fâchés » en ce moment au sujet de la liste des noms proposés par l'opposition pour siéger à la CENI peuvent montrer déjà la voie en rentrant en négociation pour calmer le jeu.

Dieudonné Korolakina

Conseil des ministres / vague de privatisations et de nominations

Têko Koudouwovoh pour diriger la Force Sécurité Election 2018

► Plutôt que la fusion, l'UTB et la BTCL en option privatisation

Le Chef de l'Etat a présidé hier mercredi au palais de la présidence, un Conseil des ministres au cours duquel il a été procédé à plusieurs nominations, plusieurs privatisations et à l'approbation de plusieurs textes de loi.

Au terme de ce Conseil, l'on note que le Directeur général de la police nationale, Mawuli Têko Koudouwovoh a été nommé Commandant de la Force sécurité élection 2018 (FOSE). Le décret nommant ce Commissaire divisionnaire de police a été pris en Conseil des Ministres. Il sera secondé dans ses tâches par deux adjoints, en l'occurrence, le Commissaire divisionnaire de police Mikidjiébe Balate comme Commandant adjoint-Police de la FOSE et le Lieutenant-Colonel Saparapa Ibouaïma comme Commandant adjoint-Gendarmerie de la FOSE.

Têko Koudouwovoh est rompu à cette mission dans la mesure où il avait eu à diriger la FOSEL (Force sécurité élections législatives) en 2013 et la FOSEP (Force sécurité élection présidentielle) en 2015.

Au cours de la même réunion, le gouvernement a autorisé

mercredi la privatisation de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCL) et de l'Union Togolaise de Banque (UTB).

Dans la recherche des solutions les plus appropriées, le gouvernement avait le choix entre la fusion ou la privatisation. « La seconde option à savoir les privatisations de la BTCL et de l'UTB est privilégiée car d'une part, elle cadre avec la volonté du gouvernement de se désengager progressivement des secteurs productifs pour faire place au privé dans le cadre de sa politique de partenariat avec le secteur privé et d'autre part, en raison des opportunités actuelles du marché bancaire et du coût d'opportunité que représenterait la première option pour l'Etat », explique le communiqué du Conseil, étayant d'ailleurs qu' : « Ainsi, en application de l'article 61 de la loi n° 2014-014 du 22 octobre 2014 portant modernisation

de l'action publique de l'Etat, ces opérations de privatisation doivent être autorisées par l'Assemblée nationale. En conséquence, le gouvernement suspend le projet de fusion. Dans la conduite de ce processus de privatisation, le gouvernement veillera à la préservation des emplois et des intérêts des employés ainsi qu'à la consolidation du système financier. ».

Par ailleurs, le Conseil a adopté le projet de loi relatif au projet de loi de finances, gestion 2019. Comme, par le passé, le gouvernement veut mettre l'accent sur les orientations de la politique économique et sociale et sur le cadrage macro-budgétaire en écho avec le programme triennal soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) conclu en 2017 avec le Fonds Monétaire International (FMI). dans les prévisions budgétaires 2019. « Ce programme, vise la stabilisation du cadre macroéconomique à travers la

poursuite de l'assainissement des finances publiques, notamment une plus forte mobilisation des recettes, l'efficacité et l'efficience de la dépense publique pour une croissance inclusive et durable ainsi que la maîtrise de l'endettement. le présent projet de budget 2019 tient compte de l'environnement économique international et de l'évolution de l'économie nationale à fin juin 2018 », défend le Conseil.

En 2019, l'activité économique évoluera dans un environnement marqué par la mise en œuvre des projets dans le Plan national de développement (PND 2018-2022) dont les principaux axes sont : la mise en place d'un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ; le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives ; et la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion. Rappelons, au sujet du

recensement électoral en cours, que le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales tenu informer le conseil du démarrage des opérations de recensement dans la zone 1 le lundi 1er octobre. « A la date du 02 octobre 2018, 2839 comités de liste et cartes ont reçu chacun leur kit pour l'enregistrement biométrique des électeurs ainsi que pour l'édition de leur carte d'électeur, dans les CELIS. 1929 groupes électrogènes ont été déployés et 6200 opérateurs de saisie (OPS) ont été recrutés, formés et déployés dans les CRV. En dehors de la pluie du premier jour, il a été relevé quelques difficultés techniques au début de ce recensement dans certaines CELIS. Ces difficultés sont progressivement surmontées et tous les CLC dans les vingt CELIS concernés ont démarré l'enregistrement et la délivrance des cartes d'électeurs à nos compatriotes en âge de voter », précise le Communiqué.

La Rédaction

Prétendues activités de Tikpi Atchadam à Conakry Une information de "La Lettre du Continent", démentie par le PNP

Le PNP n'a pas laissé passer l'heure suite à l'article du site Lettre du Continent, évoquant la présence de Tikpi Atchadam en terre guinéenne où il aurait des relations privilégiées avec des proches du président Alpha Condé. Dans un communiqué publié hier, le conseiller juridique du leader du PNP, Me Kwasi Agba, infirme cette information et s'indigne contre La Lettre du Continent qu'il qualifie de média salissant l'image de l'Afrique.

La lettre du Continent, dans sa parution N°785 du mercredi 03 octobre 2018, écrit que Tikpi Atchadam serait très proche du ministre Tibou Kamara, conseiller

du président guinéen et du ministre de l'Intérieur guinéen, Alpha Ibrahim Keïta. Selon La Lettre du Continent, Tikpi Atchadam aurait refusé un poste de chargé de mission

à la Sékhoutouréya (la résidence officielle et le bureau du président de la Guinée).

Sans sourciller, le PNP répond quelques heures



Tikpi Atchadam

après à travers un communiqué. "Le PNP tient à souligner qu'outre

les noms de personnes et des Etats cités dans ledit...

Suite à la page 11

Bénin**Sébastien Ajavon se présente à la Cour de répression des infractions économiques aujourd'hui**

Conformément à la convocation qui lui a été adressée, Sébastien Ajavon, président d'honneur du parti USL devra se rendre à la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet), demain jeudi 04 octobre 2018.

Selon des sources proches de l'homme d'Affaires, cette convocation est liée à l'affaire dite de « 18kg de cocaïne pure ». Ce dossier déjà vidé par le tribunal de Cotonou sera donc rouvert par la nouvelle Cour spéciale. C'est pourquoi au-delà de Sébastien Ajavon, ces trois agents impliqués dans le dossier sont aussi convoqués. Il s'agit de Christian Tolodji, Barnabé Yelouassi et Nestor Ajavon. Lors d'une conférence de presse, les avocats du

concerné ont exprimé leur étonnement par rapport à l'action de la Criet dans ce dossier. Pour eux, elle n'est pas compétente pour s'occuper de ce dossier. Face à cette polémique, le ministre de la justice et de la législation a apporté des clarifications, qui justifient la compétence de la Criet à connaître de ce dossier. Même si cette convocation est une surprise pour Sébastien Ajavon et son entourage, il y a lieu de rappeler, que ce dernier, manifestant son

**Sébastien Ajavon**

insatisfaction face au verdict (libéré au bénéfice du doute) a interjeté appel. Cette démarche avait pour but de faire la lumière sur cette affaire. Il tenait ainsi à savoir la provenance du stupéfiant retrouvé dans le conteneur en destination de

sa société.

L'affaire « 18 kg de cocaïne pure » remonte en octobre 2016, précisément le vendredi 28 octobre 2016 où Sébastien Ajavon a été interpellé par la compagnie de gendarmerie maritime du Port de Cotonou, alors

qu'il animait un point de presse sur la découverte de cocaïne dans un container destiné à sa Société Cajaf Comon. Selon les sources sécuritaires, les 18 kg de cocaïne avoisinent un montant de 9 milliards.

Arrivé 3ème à la présidentielle de 2016 derrière l'actuel président Patrice Talon auquel il s'est rallié au second tour pour battre le candidat du pouvoir Lionel Zinsou, Sébastien Ajavon a fini par prendre ses distances de son allié quelques jours seulement après l'investiture de ce dernier. Le divorce intervenu serait le fruit du non-respect de l'accord politique établi entre les deux hommes.

T.M.**RCA****Le président du Parlement centrafricain menacé de destitution**

C'est ce qui sort des propos d'Abdoul Karim Meckassoua, président de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine. Depuis un certain temps déjà, des rumeurs d'une procédure de destitution fait son chemin dans les couloirs de l'Assemblée nationale, avec pour instigateurs, les partisans du président Faustin Archange Touadéra.

**Abdoul Karim Meckassoua**

« ...Que ceux qui veulent lancer la procédure le fassent. Je suis prêt. Je ne suis pas naïf, a-t-il ajouté. Je sais bien ce qui se trame. Des groupes sont formés ici et là, pas une semaine ne passe sans qu'une réunion ait lieu, le tout orchestré jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. Tout cela pour obtenir ma destitution ». Tels sont les propos de cet ergonomiste consultant de profession de 58 ans qui préside l'Assemblée nationale de la RCA depuis le 10 mai 2016.

Lundi dernier, alors qu'il prononçait l'habituel discours d'ouverture de

la rentrée parlementaire, après 3 mois de vacances, Abdoul Karim Meckassoua s'en est pris à ses adversaires qui nourrissent déjà l'ambition de lancer une procédure de destitution à son encontre. Après avoir appelé à l'unité et à lutter contre la corruption, le président de l'Assemblée est revenu sur les attaques dont il est la cible.

Pour cet homme, plusieurs fois ministres sous différents régimes en RCA, ces accusations avancées, notamment le détournement de fonds, la mauvaise gestion financière

du Parlement, ne sont que des arguments pour l'abattre politiquement. Pour ses partisans, le président de l'Assemblée nationale menacerait par son franc-parler et parce que sous sa présidence, l'Assemblée joue son rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif, qui jusque-là a eu les coudées franches.

A 58 ans, Abdoul Karim Meckassoua a été ministre sous François Bozizé pendant 6 ans et chef de cabinet de Jean-Paul Ngoupandé. Ancien ministre des affaires étrangères, Ministre d'Etat à l'éducation nationale, directeur de cabinet de la Présidence de la République, Meckassoua jouit d'un parcours politique sans égal dans le pays.

Candidat malheureux à la présidentielle de 2015 où il est arrivé 7ème au premier tour, il sera élu avec 60% des voix comme député de la circonscription de Bangui et devient président de l'Assemblée nationale en mai 2016.

T.M.**Côte d'Ivoire****Le procès de Gbagbo et Blé Goudé reprennent le 12 novembre prochain**

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) chargés du dossier de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo et de son bras droit Charles Blé Goudé ont reporté au 12 novembre les audiences en vue de l'examen de la demande d'acquittement introduite par la défense.

Au troisième jour d'audience, ce mercredi 3 octobre, le juge Cuno Tarfusser a fait droit aux demandes des avocats de la défense, qui ont réclamé un délai supplémentaire pour examiner les arguments déployés depuis lundi par le bureau de la procureure Fatou Bensouda et par les parties civiles.

Emmanuel Altit et Claver N'Dri, les avocats de la défense, demandent à la Cour de prononcer un « non-lieu total », un « jugement d'acquittement pour toutes les charges et pour tous les modes de responsabilité », ainsi que la « libération immédiate » des deux accusés.

Lundi et mardi, les représentants du bureau de la procureure Fatou Bensouda étaient longuement revenus sur

la « responsabilité » des accusés, dans plusieurs massacres perpétrés par des forces qui leur étaient loyales, lors de la crise postélectorale.

« M. Gbagbo a demandé à ses troupes de poursuivre les combats et de renforcer les barrages routiers. Il était conscient que des crimes allaient être commis par ses subordonnés et autres mercenaires. Il a donc participé à l'élaboration du plan commun » visant à se maintenir au pouvoir, a accusé Éric McDonald, adjoint de la procureure Fatou Bensouda.

Quant à Blé Goudé, il « était parfaitement conscient du fait que ses propos incendiaires [avec] lesquels il stigmatisait les étrangers aboutiraient à des actes de violence. »

www.Jeuneafrique.com

Commerce international des services

Une enquête en perspective pour la collecte des données

Une enquête permanente sur les statistiques du commerce international des services sera effectuée dans notre pays pour le compte de la commission de l'Uemoa. Cette enquête sera réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) du 1er au 30 octobre prochain.

L'enquête permanente sur les statistiques du commerce international des services permettra de collecter des données sur les transactions internationales de services entre les résidents et les non-résidents, selon les catégories de service, les exportations et importations de services par rapport à

l'orientation géographique des flux. Cette enquête concerne l'année 2017. Elle sera effectuée auprès d'un échantillon d'entreprises impliquées dans la fourniture et la consommation des services dans tous les secteurs d'activités. Des entreprises qui couvrent au moins 80% du chiffre d'affaires global du secteur



Le siège de l'Inseed

seront sélectionnées dans chaque secteur d'activités. Pour favoriser la collecte de toutes les données sur le commerce international des

services, la commission de l'Uemoa a mis en place un dispositif de collecte. Après identification, les entreprises concernées

par cette enquête seront sensibilisées et renseigneront un questionnaire qui leur sera adressé pour l'occasion. Les données collectées seront par la suite analysées et traitées pour produire un rapport de synthèse. Cette enquête concerne les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage et d'emballage sur les intrants dont la propriété est détenue par des non-résidents. Elle s'effectue dans les Etats membres de l'Uemoa.

Félix Tagba

La loi de finances 2019

Le budget de l'Etat au cœur de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée nationale

Les députés examinent la loi de finances 2019 portant budget de l'Etat. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la deuxième session ordinaire de l'année de l'Assemblée nationale.



Des députés en pleine session à l'Assemblée nationale togolaise (archives)

Cette deuxième session ordinaire a été ouverte mardi dernier par le président de l'Assemblée nationale, M. Dama Dramani, au nouveau siège du Parlement à Lomé inauguré le 14 juin dernier. La cérémonie s'est tenue en présence du Premier ministre, Komi Selom Klassou, des membres du gouvernement, du corps diplomatique accrédité au Togo et de diverses autres personnalités. Dans la tradition parlementaire, la deuxième session ordinaire de l'année est dite budgétaire. Son ordre du jour est généralement consacré prioritairement à l'étude de la loi de finances, portant budget de l'Etat qui donne à l'exécutif les moyens de mettre en œuvre son programme de

économique et social du pays. Cette session sera ainsi consacrée à l'étude de la loi de finances 2019 portant budget de l'Etat et à d'autres projets de loi relatifs à la situation socio-politique du pays. A l'ouverture des travaux de cette session, le chef de l'hémicycle, Dama Dramani, a évoqué les recommandations de la 43ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao visant l'adoption des réformes par voie parlementaire ou référendaire. Il a appelé les députés à « faire le choix de la dignité et de l'honneur ». Budget programme et de budget de moyens Le gouvernement togolais veut désormais présenter le budget 2019 sous forme de budget programme

et de budget de moyens. Conformément aux directives de l'Uemoa, le pays devrait passer au budget-programme en 2020.

Selon une information donnée par le secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, Mongo Aharh-Kpessou, le gouvernement togolais compte présenter son budget 2019 sous forme de budget programme et de budget de moyens.

Ceci permettra au gouvernement de mieux rodier le mécanisme d'élaboration et d'exécution de ce budget.

L'élaboration des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) ou budgets programmes (BP) a été soutenue par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne. Pour accompagner les départements ministériels et les institutions, une task force d'experts nationaux en budget a été mise sur pied.

Le budget programme du Togo passera progressivement dans le système intégré de gestion des finances publiques.

Félix Tagba

Mines

Le Togo veut revoir sa réglementation

La réglementation minière du Togo pourrait être revue. Prévue au titre du projet de Développement et de gouvernance minière (PDGM), cette activité devrait se décliner en trois principaux axes à savoir : une revue réglementaire, un appui aux inspections minières et l'intégration de système de suivi de la conformité et des performances des opérateurs miniers au Togo.



Abli Bidamon, ministre des Mines

Plusieurs activités composeront la revue réglementaire. Parmi ces activités on peut citer la revue des lois existantes, des décrets et réglementations en vigueur en rapport avec la protection environnementale et sociale du secteur minier au Togo. Pour identifier les différents ministères impliqués dans l'inspection et la gestion de la conformité dans le secteur minier, une revue institutionnelle est aussi annoncée. L'analyse de la cohérence entre les mandats et devoirs des agences gouvernementales impliquées dans l'inspection et la gestion de la conformité avec les lois et réglementations en vigueur sera également faite. Pour la sous-composante « Appui aux inspections minières », il s'agira d'accompagner la direction générale des Mines et de la Géologie (DGMG) dans l'exécution d'au moins 5 inspections des opérations minières. Ces opérations sont considérées comme représentatives de l'industrie, selon des critères comme les minerais, la géographie, les impacts environnementaux et sociaux. Une stratégie de transfert de connaissance pour l'élaboration de la réglementation, les inspections de site...est aussi prévue par cette sous-composante. En ce qui concerne l'« intégration d'un système de gestion de données », l'Etat envisage par exemple la mise en place d'un circuit de collecte et de saisie jusqu'à la diffusion et l'exploitation des données, ainsi qu'une proposition de mesures et de méthodologies appropriées pour sa pérennisation. Ce projet sera exécuté par un consultant.

Félix Tagba

Source : www.togofirst.com

Économie togolaise

Performance, croissance et perspectives

Selon le Conseil national du crédit (CNC), la croissance économique est estimée à 4,5 % pour 2017 contre 5 % en 2016. Projetée à 5 % pour 2018, elle pourrait atteindre 5,3 % en 2019, à condition que les précipitations restent favorables. L'agriculture demeure le fondement de l'économie togolaise, avec une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance en 2017. Entre 2018 et 2019, le secteur tertiaire devrait bénéficier de la capacité du port de Lomé étendue grâce à l'installation d'équipements modernes de transbordement. Une recrudescence des protestations politiques qui ralentissent l'activité économique depuis août 2017 pourrait entraîner une révision à la baisse de la croissance estimée pour 2017 et projetée pour 2018 et 2019.

Justificatifs par des indicateurs macroéconomiques



La carte des potentialités agricoles

En 2015-2016, l'État s'est largement endetté pour financer l'investissement. La dette est passée de 73,3 % du PIB en 2015 à 79,2 % en 2016, dépassant le seuil de 70 % fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Elle est suivie dans le cadre de la Facilité élargie de crédit 2017-2019 (FEC) du Fonds monétaire international (FMI) afin d'être ramenée à 69,9 % en 2019. Pour ce faire, l'État s'est engagé dans une politique de diminution des investissements publics,

qui devrait réduire le déficit budgétaire de 9,8 % en 2016 à 4,7 % du PIB en 2019. Le déficit du compte courant extérieur devrait s'améliorer de 9,7 % en 2016 à 6,8 % en 2019 grâce à la réduction des importations de l'État. L'inflation devrait avoisiner zéro (-0,3 %) en 2017. Combinée à une forte appréciation du franc CFA, elle devrait avoir un impact négatif sur les exportations. La Banque centrale poursuit donc une politique monétaire accommodante en fixant le taux d'intérêt directeur en dessous de 3 %.

Missions d'études des performances



Sani Yaya (à gauche) et Kossi Tenou

Sani Yaya, le ministre de l'Économie et des Finances, et Kossi Tenou, le directeur national de BCEAO (Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest) ont présidé jeudi la 3ème réunion du Conseil national du crédit (CNC). La mission du CNC est d'étudier les conditions de fonctionnement du système bancaire et financier et d'évaluer les performances de l'économie. Globalement, l'activité économique se maintient à un niveau satisfaisant dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'assainissement budgétaire. Si tout va bien, le taux de croissance cette année sera

légèrement supérieur à celui de l'année précédente à 5,3%. Des résultats en lien avec les bons résultats du secteur primaire et tertiaire. Le taux de financement de l'économie s'est élevé à 39% au 30 juin 2017, le plus élevé de l'espace UEMOA. « Pour renforcer la croissance, le gouvernement s'emploie à investir davantage dans les activités à haute valeur ajoutée et à préserver un environnement sécuritaire apaisé », a indiqué le ministre Yaya Sani qui a appelé la classe politique à plus de responsabilité pour ne pas compromettre la stabilité économique.

Un programme togolais pour booster l'économie

Le programme lancé par le Togo en janvier 2017 au titre de la FEC vise à assainir les finances publiques. La première revue du FMI, effectuée en octobre 2017, a conclu que tous les critères de

performance quantitatifs étaient atteints, et que les réformes structurelles étaient poursuivies. En 2017, l'État a commencé à réduire ses investissements à 14 % en 2018, puis à 4,3 % en 2019. Cette

diminution devrait mettre un terme aux mécanismes de préfinancement des investissements publics par le truchement des banques commerciales et atténuer ainsi la prédominance de l'État dans le financement de l'activité économique. La principale source de création de richesses deviendrait l'investissement privé, avec un taux de croissance

annuel supérieur à 10 % entre 2017 et 2019. En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement des affaires, l'accélération des transferts de propriété pourrait encourager l'investissement privé, dont la part dans l'investissement total devrait évoluer de 52 % en 2015 à 60 % en 2017, puis 62 % en 2018 et 64 % en 2019.

de plaque tournante du pays et d'améliorer la compétitivité de l'économie en développant un système de transport efficace. Les actions de restructuration du secteur engagées sont principalement centrées sur les transports maritime et routier. L'accent est mis sur l'entretien routier courant et périodique et sur sa privatisation. S'agissant

des transports maritimes, la stratégie vise à adapter le secteur aux évolutions mondiales, dans un contexte de dérégulation, à améliorer l'efficacité des opérations portuaires, à réduire les coûts du fret maritime et à libéraliser les activités en permettant aux nationaux d'avoir leur place sur le marché.

Caractéristiques de l'économie togolaise

L'économie togolaise repose sur trois piliers: l'agriculture vivrière et d'exportation (café, cacao et surtout coton), qui bénéficie d'un climat relativement favorable, en particulier dans le sud du pays, les phosphates et le commerce régional. En effet, la configuration géographique du Togo est en fait une voie de communication naturelle entre l'océan et les pays du Sahel (Burkina Faso, Niger et Mali) et bien que son ouverture sur la mer soit limitée, la présence d'un port en eau profonde, le port autonome de Lomé, lui permet de jouer un rôle de transit important dans la sous-région. Cette fonction s'est doublée d'une vocation commerciale. Les opérateurs économiques nationaux se distinguent par un sens poussé du commerce et le pays ne manque pas de cadres qualifiés.

Toutefois, l'économie présente une certaine vulnérabilité, liée à une base d'exportation très étroite et à une dépendance manifeste à l'égard des apports financiers extérieurs importants. Deux produits, le coton et les phosphates, représentent environ les deux tiers des exportations, ce qui rend les résultats économiques

exposés aux fluctuations des marchés internationaux. Grâce à la mise en œuvre d'une politique d'ajustement structurel rigoureuse, le pays rétablit progressivement les grands équilibres macro-économiques et poursuit la libéralisation de l'économie. La place de l'État dans le secteur productif a été réduite, les monopoles dissous, les prix et le commerce libéralisés.

En outre, des efforts sont entrepris pour diversifier les bases de l'économie afin de moins dépendre de deux produits de rente, développer l'industrie et attirer des investisseurs étrangers, en particulier avec la création d'une zone franche de transformation pour l'exportation et réactiver la fonction de transit du pays en redynamisant le port du Lomé. Favorisé par sa situation de pays côtier, le Togo a développé un système de transport assez diversifié (routier, maritime, ferroviaire et aérien). Les transports, qui ont une double vocation de desserte intérieure et de transit international, représentent environ 6 % du PIB. La priorité actuelle du gouvernement est de renforcer le rôle

Le port de Lomé, plus qu'un poumon



Le port autonome de Lomé (Pal) jouit d'atouts nautiques de premier choix et sa position géographique le situe au milieu du range Dakar-Luanda. Il dispose de 2 mûles, de 6 postes à quai de 9 à 11,50 m de tirant d'eau, de 50 000 m² de magasins couverts (dont 2 hangars pour le Burkina et de 2 magasins pour le Mali et le Niger) et de 202 000 m² de terre-pleins, dont un parc à conteneurs de 90 000 m². Il a également un appontement pétrolier pour le vrac liquide et un poste de pêche. Ses capacités résiduelles sont grandes car les taux d'occupation des quais et des aires de stockage restent en deçà des capacités. La sécurité y est excellente. L'essentiel du trafic, qui est d'environ

1,5 million de tonnes, est composé de marchandises importées. Le trafic transit vers les pays de la sous-région représente plus de 20 % du trafic total. Le Pal a investi dans la modernisation de ses équipements et s'est doté d'une politique commerciale dynamique pour améliorer ses prestations et développer sa clientèle, en lançant notamment l'« Opération solidarité sur la mer » (escorte des camions par des policiers, des gendarmes et des douaniers jusqu'à la frontière pour assurer sécurité et rapidité). L'objectif est de positionner le Pal comme port d'éclatement pour la région.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

Pharmacies de garde de Lomé du 1^{er} au 8 / 10 / 2018

JEANNE d'ARC	Près de Marox	22 22 08 01
St ANTOINE	Av. de la libération	22 21 29 64
TULIPE	Bè	22 21 07 22
ECLAIR	Bè Ahligo,	22 22 75 11
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
HORIZON	Nyèkonakpoè.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
SOURCE DE VIE	Protestant	22 22 45 71
St PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
HEDZLANAWÉ	HEDZLANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	'Hedzranawoe	96 32 97 51
KOUÉSSAN	FTF Kegué	23 20 04 57
PHARMACIE 2000	BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Sagbado	92 53 50 00
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
Notre Dame de	LOURDES	Agoè-
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE	Aqbalepédogan	70 43 15 49
OSSAN	carrefour AVEDJI	70 40 44 25
DES ROSES	Vakpossito	70 42 37 72
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi	93 83 91 00
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
LA MAIN DE DIEU	AGOE	93 40 21 21
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
DE L'EDEN	Baguida	70 42 13 98
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyèkonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyèkonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
 Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Réflexion: Voici la situation

Les bandits armés sont entrés chez toi, ils ont tout pris, ils te donnent le pistolet de tuer ton épouse. Tout en pleurant, tu les supplies que tu l'aimes trop et que tu ne veux pas la perdre. Alors ils remettent

l'arme à ton épouse de te tuer. A son tour, elle pointe l'arme sur ta tête et appuie sur la gâchette mais heureusement, il n'y avait pas de balle dans l'arme. Souriant, les bandits sont partis. Ok ! En



toute honnêteté, que feras-tu de ta femme ???
 Quel sera votre avis?

Photo du jour



Commentez cette photo

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Blague

Le maître demande à ses élèves: Qu'est-ce qu'un paradis?
 Toto dit: c'est le lieu où reposent les saints.
 Le maître: Bravo Toto, donne un exemple.
 Toto : Soutien gorge.



Réflexion

Tu laisses ton téléphone en charge et à ton retour tu vois :
 5 appels manqués de ton amour
 2 appels manqués de ton ami(e)
 7 appels manqués de ton patron
 2 appels manqués de ton père
 6 appels manqués de ton ex
 1 appel manqué de celui qui te doit 2 millions
 Entre eux, qui tu appelleras?
 NB : Tu n'as droit qu'à un seul appel.
 J'attends votre avis

Musique

« Les fils du vent » nominés aux AfriMMA 2018

Le plus chaud duo togolais, les « Toofan » vient d'être nommé aux African Muzik Magazine Awards (AfriMMA 2018).

La liste des nominés pour les prix annuels africains du magazine africain Muzik Magazine 2018 est terminée et des poids lourds dans l'industrie de la musique sont prêts à se battre pour les plus grandes distinctions. Master Just et Barabas représenteront le Togo dans trois catégories notamment, le meilleur groupe masculin d'Afrique de l'Ouest, le meilleur groupe africain et le meilleur groupe francophone. Ainsi, les « Togolese

boys » devront affronter Davido (Nigéria), J Hus (Gambie), Sidibé Diabaté (Mali), Stonebwoy (Ghana), Kiss Daniel (Nigeria) et Mr Eazi (Nigeria) pour le meilleur artiste masculin de l'Afrique de l'Ouest. Toofan, le duo international de la musique togolaise ont fait récemment leur quatrième album intitulé « Conquistadors ». Le groupe a à son actif de nombreuses nominations. Le duo sera nommé aux « Kora Musicale Awards 2009 » dans la catégorie « meilleur groupe espoir

». Sûrement que le duo togolais sur le point d'ajouter un nouveau trophée à sa collection.

Cet événement rassemblera des invités de diverses villes des États-Unis, ainsi que des invités et des lauréats de divers pays africains. C'est la plus grande cérémonie de remise de prix de la diaspora célébrant l'Afrique et ses artistes. Le verdict final est attendu lors de la soirée apothéose le dimanche 7 octobre prochain à Dallas, dans l'Etat du Texas



Toofan

(Etats-Unis). AfriMMA 2018 sera la meilleure expérience de tous les temps d'après les organisateurs. Il y aura une fin de semaine complète d'activités comprenant une fête de

bienvenue, un défilé de mode, des séances de rencontre, un tapis rouge, une cérémonie de remise de prix, un festival de musique, entre autres.

Nadia E.

Langue Kiswahili

Bientôt enseignée dans les écoles sud-africaines

Le Kiswahili (langue vernaculaire) est une langue bantoue, originaire de la Tanzanie puis qui s'est métissée à d'autres langues africaines et à l'arabe. Cette langue sera bientôt dans le catalogue des langues étrangères dans les écoles en Afrique du Sud.

D'après Angie Motshekga, la ministre de l'Education de base, la mesure sera effective en 2020. Justement, le kiswahili deviendra alors la première langue africaine à être au programme scolaire en Afrique du Sud. Le kiswahili sera aux côtés du français, de l'allemand et du mandarin, les langues étrangères déjà proposées dans les écoles en tant que

langues facultatives. Selon les autorités sud-africaines, le Kiswahili étant la troisième langue la plus parlée en Afrique après l'anglais et l'arabe, elle a l'avantage de rassembler les Africains. « C'est aussi l'une des langues officielles de l'Union africaine. Nous sommes convaincus que l'enseignement du Kiswahili dans les écoles sud-africaines contribuera à promouvoir la cohésion

sociale avec nos concitoyens africains », a précisé la ministre Motshekga.

Le Kiswahili est parlé notamment en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, en Burundi, au République démocratique du Congo, en Somalie, au Mozambique, au Malawi et en Zambie.

Le Kiswahili joue de nos jours un rôle important comme



Une annonce de sensibilisation sur l'importance du Kiswahili

langue véhiculaire dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne. Le préfixe « ki » signifie « langue », swahili

désigne la côte, le kiswahili est donc la « langue de la côte ».

La rédaction

Lire

« Ma fille, rien ne vaut l'amour » d'Abra Delali Komla-Ebri. 2012 Pp 10-13

« ... C'est un peu comme une échappatoire qui lui donne un peu de répit et de paix. Elle se rappelle une parole de son père, celle qui lui revient souvent à l'esprit: Ma fille, dans la vie rien ne vaut l'amour.

Elle sait que cette parole est vraie car sa propre expérience peut lui permettre de dire : « Oui mon père a raison

». L'homme en général court après les biens matériels. Mais une fois qu'il les a acquis, son insatisfaction le pousse à en convoiter d'autres qui malheureusement s'effritent entre ses mains comme de la poussière. Il se rend compte que sa vie devient sans valeur et insipide sans l'amour. Sikavi pense que c'est son cas.

En effet, elle a tout gagné dans ce monde : travail, argent, renommée et même la gloire et la réussite, puisque toutes ses œuvres artistiques

sont dotées de prix. Mais où est la place de l'amour dans sa vie? Son enfance s'est vite volatilisée avec les joies de l'innocence. Alors, elle s'est mise à courir le monde pour remplir sa vie de beaucoup de choses qui la laissent insatisfaite. Elle a l'impression que son père à cet instant est là, proche d'elle. Cette sensation de la présence paternelle l'a émue au point où les larmes aux yeux, elle dit : « Papa, papa chéri, où es-tu ? Tu me manques tant. Tu es mort si tôt. Est-ce que tu me vois d'où tu es ? Rougis-tu de la vie de ta

fillette? Tu sais, je n'en suis pas si fière moi-même. Mais, c'est la faute à maman -elle renfrogne la mine pour exprimer sa colère-. Oui, papa, c'est elle qui a détruit ma vie, c'est elle qui m'a pourri la vie. C'est elle qui par ses manigances a ôté l'amour de mon cœur. Je la hais! Oh! Mon Dieu, comme je hais maman ! Si toi tu étais encore vivant papa, j'en suis sûre, je n'en serai pas là. Non, toi tu m'as toujours protégée et aimée, mais elle brrr ... Mon Dieu, aie! D'où vient cette douleur lancinante dans ma poitrine? » Elle se presse

la poitrine avec ses deux mains en murmurant : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! Mon Dieu ! » Tout d'un coup, Sikavi sort de sa méditation. Elle a senti une présence et elle ouvre les yeux pour voir. Un groupe de jeunes gens venait d'entrer dans sa chambre. Elle les regarde étonnée. Depuis quand étaient-ils là ? Qui sont-ils? Que veulent-ils? Elle a eu juste le temps d'essuyer du revers de sa main les larmes qui coulent de ses yeux. « Bonjour madame, la paix du Christ soit avec vous », lui dit l'un d'eux avec douceur... »

Fertilité**Un niveau élevé de stress est un mauvais allié pour la femme**

Avoir un bébé est le rêve de bon nombre de femmes. Mais lorsque le stress s'en mêle, cela devient compliqué. En effet, selon de nouvelles recherches, des niveaux élevés de stress sont associés à une chance plus faible de conception chez les sujets féminins.

L'étude toujours en cours est menée par des chercheurs de la Boston university school of public health (BUSPH). Ces derniers ont suivi 4 769 femmes âgées de 21 à 45 ans et 1 272 hommes de plus de 21 ans. Aucun sujet n'avait d'antécédents familiaux d'infertilité et aucun n'avait essayé de concevoir pendant plus de six cycles menstruels. Ils

ont mesuré le stress des participants en utilisant un test en 10 étapes.

Les femmes qui enregistraient un score d'au moins 25, voyaient leur chance de concevoir baisser de 13% par rapport aux femmes qui affichaient un score inférieur à 10. Le lien était encore plus fort chez les femmes de moins de 35 ans et chez celles qui avaient tenté

de concevoir depuis deux cycles menstruels avant de rejoindre l'étude, que chez les femmes qui avaient essayé de tomber enceinte pendant au moins trois cycles.

« Bien que cette étude ne prouve pas de manière définitive que le stress cause l'infertilité, elle fournit des preuves qui vont dans le sens de l'intégration des soins ayant trait à



Une femme enceinte

la santé mentale dans les conseils aux couples voulant concevoir ». Dans notre pays où beaucoup de femmes sont accaparées par leur profession, avec

le risque de développer le stress, cette étude tombe à pic.

Source : American journal of epydemology

Dégénérescence maculaire liée à l'âge**Le régime méditerranéen permet de réduire les risques**

D'après une récente étude menée par des chercheurs de l'université de Bordeaux et de l'Erasmus university medical center des pays bas, le régime méditerranéen permettrait de réduire le risque de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA).

L'étude s'est concentrée sur 5000 participants. Les résultats ont montré que les participants qui suivaient scrupuleusement le régime méditerranéen réduisaient leur risque de développer une DMLA de 41% en comparaison avec ceux qui

ne suivaient pas ce régime. Ce type d'alimentation doit être respecté de façon globale pour être efficace. Le régime méditerranéen encourage la consommation de fruits, légumes, légumineuses, d'huile d'olive, de poissons, de céréales complètes et

recommande un apport faible en viande, aliments industriels et produits laitiers. Bien que de précédentes études aient établi un lien entre ce régime et un risque abaissé de maladies cardiaques, de cancers et de déclin cognitif, seulement

quelques études se sont intéressées aux effets sur la DMLA.

La DMLA est une maladie oculaire dégénérative qui entraîne une perte de vision de la partie centrale de l'œil. Elle affecte la vie quotidienne des personnes qui en souffrent (lecture, conduite, écriture, reconnaissance des visages). C'est aussi

la première cause de cécité des personnes de 50 ans et plus. Ces résultats montrent que le régime méditerranéen est bénéfique tant pour les personnes qui souffrent déjà de DMLA que pour les sujets à risque.

Source : Académie américaine d'ophtalmologie

« Octobre Rose »**Retour sur quelques petits gestes pouvant prévenir le cancer du sein**

Dans le monde de la santé le mois d'octobre est celui de la sensibilisation de l'opinion publique sur le cancer du sein qui touche une femme sur huit dans le monde. Grâce à de petits gestes simples, il est possible de prévenir ce mal redoutable.

**Alcool et cigarette**

Le tabagisme, à la fois passif et actif, augmente le risque de développer un cancer du sein. En matière d'alcool, selon une étude, les femmes ayant l'habitude de boire 14 boissons alcoolisées, ou plus par semaine, augmentent les risques de développer un cancer du sein de 35%.

Les hormones

Certains médecins n'hésitent pas à prescrire

des pilules hormonales aux femmes souffrant des premiers symptômes de la ménopause. Pourtant, de plus en plus d'études suggèrent que ce type de thérapie augmente les risques de cancer du sein et des ovaires. Des solutions alternatives sont envisageables.

La pollution

D'après une étude publiée en 2010, la pollution contribue à augmenter les risques de cancer du sein.

La sédentarité

Les femmes qui passent au moins six heures par jour assises voient leur risque de développer des cancers des ovaires et des seins grimper de 10% par rapport à celles qui ne passent que trois heures sur une chaise ou un fauteuil. Si votre travail vous contraint à rester assise, essayez de prendre des pauses pour marcher le plus souvent possible.

L'allaitement

Des chercheurs américains suggèrent que cette pratique permet de réduire les risques de cancer du sein à la fois avant et après la ménopause. La raison de cette réduction reste encore inconnue, mais l'équilibre hormonal est souvent mis en cause.

Source : Santé magazine

Lutte contre la poliomyélite**Le Togo introduit un nouveau type de vaccin dans le circuit**

Même si depuis quelques années la poliomyélite à l'état sauvage a reculé dans notre pays, il est à noter tout de même que la prudence doit être la règle. Ainsi, les autorités sanitaires avec le soutien de l'OMS et de l'Unicef ont introduit hier un nouveau vaccin dans le circuit.



Un vaccin

Le vaccin introduit est l'antipoliomyélite injectable dénommé vaccin antipoliomyélite inactivé (VPI) en renforcement de l'antipoliomyélite oral (VPO). Cette introduction se vérifie par les nouvelles options de vaccination contre cette maladie paralysante qui sont recommandées par l'Assemblée mondiale de la santé à l'intention de 126 pays dont le Togo. « C'est un vaccin sûr et très efficace qui permet à l'enfant d'avoir une immunité solide », explique le Dr Amévè Boko, chef division immunisation au ministère de la Santé. Le ministre de la Santé et de la Protection sociale, le professeur Moustapha Mijiyawa, appelle la population à faire vacciner les enfants de 0 à 5 ans pour les protéger. L'introduction du nouveau vaccin est financée à hauteur de 174 802 500 FCFA par l'Etat togolais, Gavi Alliance, l'Unicef et l'OMS.

Edem Dadzie

Soutien à l'éducation des élèves

Le Réseau Diaspora Force de Développement du Togo offre des fournitures à des établissements à Agoè

Le président du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo, Denis Koudoagbo a offert hier mercredi du matériel didactique à des établissements scolaires de la préfecture d'Agoè. La cérémonie de remise des dons s'est déroulée dans l'enceinte du Lycée d'Agoè.

Cette cérémonie de remise de fournitures, selon le donateur se place dans le cadre de ses initiatives visant à soutenir le président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. La présence du Conseiller du Chef de l'Etat Pacôme Adjourouvi lors de la cérémonie avait donc tout son sens. « Ma présence ici témoigne de l'importance qu'accorde le chef de l'Etat à la qualité de l'éducation des élèves », a d'ailleurs, déclaré Maître Adjourouvi.

Ils étaient au total 10 établissements

dont 7 lycées, 2 CEG et 1 école primaire à bénéficier des dons, composés de cartons de craies, de cartons de paquets de papiers rames, des globes terrestres et des ensembles géométriques pour enseignants.

Le proviseur du lycée Agoe s'est félicité de la cérémonie et a remercié le donateur tout en invitant les bénéficiaires à faire bon usage des objets reçus.

« C'est une œuvre de la diaspora qui s'inscrit dans le cadre de la politique de développement social du chef de



Denis Koudoagbo (droite) remettant les fournitures au proviseur du lycée d'Agoè

l'Etat, nous devons l'accompagner avec des actes pareils », a pour sa part déclaré Denis Koudoagbo qui a par ailleurs salué le travail que le corps enseignant abat dans le cadre de sa mission.

R. Zakari

Engagement citoyen

500 volontaires nationaux de compétences ont prêté serment hier à Lomé

L'Agence nationale du volontariat du Togo (ANVT), a organisé hier au collège protestant à Lomé la prestation de serment de 500 volontaires nationaux de compétences. Ce fut en présence de la ministre en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Victoire Tomegah-Dogbe, et du représentant résident du Programme des Nations unies (Pnud) au Togo, Damien Mama.

L'auditorium du collège protestant était plein et coloré à la couleur blanche du t-shirt des volontaires. D'autres personnalités issues des organisations non gouvernementales, des ministres, des services de l'Etat, des partenaires techniques et financiers étaient présentes. C'est dans ce décor que ces jeunes, tout contents de l'opportunité qui leur est donnée de faire une expérience professionnelle dans leur vie, ont répété avec le directeur général de l'ANVT, Omar Agbangba, leur serment.

Au départ, ils étaient 1190

candidats sélectionnés. 850 ont répondu à l'appel et sont venus passer le test. Parmi eux, 500 prêtent serment et les autres sont sur une liste d'attente. Pour M. Agbangba, le volontaire ne s'engage pas pour l'argent. Il est là pour aider les autres, mais gagne personnellement aussi. Le DG de l'ANVT n'a pas manqué d'adresser ses félicitations à l'endroit du ministre du Développement à la base pour avoir été clairvoyante en mettant en place ce programme que sollicitent aujourd'hui plusieurs pays.

M. Damien Mama, de son

côté, a manifesté sa joie de voir que ce programme auquel a cru le Pnud en 2011, est toujours sur les rails. Ayant été lui-même volontaire des Nations unies, il a demandé aux volontaires d'avoir le courage et la foi. « Lorsqu'on s'engage pour le volontariat, on n'a plus peur. Sur le chemin du volontariat, vous pouvez découvrir le trésor », leur a-t-il lancé. Depuis 2015, le Programme national du volontariat a connu une grande innovation avec 3 types de volontariats. Les Volontaires d'engagement citoyen (Vec), le volontariat international de réciprocité et le volontariat seniors qui



Prestation de serment des volontaires

concerne des personnes retraités, du troisième âge. A ce jour, le Togo a connu 20 359 volontaires au total.

« En faisant scintiller notre lumière, nous offrons la possibilité aux autres d'en faire autant », c'est par cette belle parole de Nelson Mandela que Victoire Dogbé a convié les volontaires à se mettre sans compter au service des communautés

dans lesquelles ils sont affectés. D'ailleurs, la plupart iront soutenir le système éducatif, le secteur de la santé, la décentralisation. « Le volontaire fait un don de soi à la nation. Il redonne de l'espoir à notre humanité », s'est-elle exprimée. Ainsi ils pourront aider à l'atteinte des Objectifs du développement durable.

Edem Dadzie

Prétendues activités de Tikpi Atchadam à Conakry

Une information de "La Lettre du Continent", démentie par le PNP

Suite de la page 3

...article, tout le contenu est manifestement faux, et relève de la pure imagination. Le PNP constate avec

consternation que la Lettre du Continent n'est pas à son coup d'essai en ce qui concerne les affabulations se rapportant à la personne de M. Tikpi Atchadam". Selon toujours Kwasi Agba,

auteur du communiqué, "Cette situation est d'autant déplorable que de telles attitudes viennent d'un organe de presse qui se veut continental, et qui devrait pour ce faire, faire preuve

de sérieux. Ce faisant, le PNP regrette que la Lettre du Continent, à travers de tels agissements, avilisse l'image du Continent africain. Le PNP se réserve la possibilité d'y apporter des suites judiciaires".

Après ce feuilleton à couteaux tirés, les loupes risquent d'être désormais utilisées dans les actions menées par le PNP et les publications de la Lettre du Continent.

Attipoe Edem Kodjo



COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**NOUVEAU RECENSEMENT
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



**Jeune
de 18 ans
ta voix compte**



**Va chercher
ta carte
d'électeur**

#ElectionsTg2018

Togolais, viens, bâtissons la cité !